

Agriculture | « Si quelqu'un a besoin de terres pour s'installer... » Serge Bousquet-Cassagne, président de la Chambre d'agriculture de Lot-et-Garonne



A chaque retour de vacances estivales, Serge Bousquet-Cassagne, président de la Chambre d'agriculture de Lot-et-Garonne, et son équipe convient la presse locale pour parler de sujets d'actualité. Au menu de cette rentrée du 3 octobre : l'inventaire des friches agricoles, l'abattoir Villeneuve-sur-Lot, le devenir du MIN d'Agen, le développement des circuits courts, la création de lacs de retenue d'eau et l'invitation lancée à Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique solidaire...

Autour de mets savoureux propres au Lot-et-Garonne, Serge Bousquet-Cassagne a donc convié, comme chaque année, en début de mois d'octobre, la presse locale pour palabrer autour de sujets d'actualité.

Le premier d'entre eux fut l'inventaire des friches agricoles. Un inventaire qui « ne s'arrête jamais puisque les agriculteurs vieillissent, décident au cours de leur vie de céder, vendre ou garder leurs terres ». Bref, à l'heure actuelle, même si ce répertoire ne cesse d'évoluer, « sur l'Agglo d'Agen, un inventaire a été mené pendant trois ans », précise Laurent Magot, le directeur de la Chambre. Ces inventaires sont possibles grâce à une convention de partenariat signée entre la Chambre et les Agglomérations. Sur le Villeneuvois, un inventaire a débuté et il ne saurait tarder sur le Marmandais. « La Chambre est innovante dans ce domaine car, à ma connaissance, dans aucun autre département un tel outil a été mis en place ». C'est un travail donc au long cours mais selon le président Bousquet-Cassagne « en Lot-et-Garonne, 30 000 hectares de friches seraient à exploiter. Donc si quelqu'un a besoin de terres pour s'installer, y en a ici ! ». Grâce à cette opération, « la Chambre devient un acteur incontournable du développement local », conclut, sur ce sujet, le directeur.

"L'abattoir de Villeneuve : une belle aventure !" Le patron de l'agriculture lot-et-garonnaise a également souhaité faire un point sur l'abattoir de Villeneuve-sur-Lot que la Chambre gère depuis deux années. « Notre objectif précis en prenant les rênes de cet établissement était de stabiliser et pérenniser le personnel ». Aujourd'hui, 22 salariés travaillent au bon fonctionnement de cet abattoir. « Nous pouvons le garder autant de temps que nous le voulons, mais nous recherchons quand même un opérateur pour le racheter », assure le président de la Chambre. La part des éleveurs et bouchers lot-et-garonnais se rendant dans cet abattoir est de l'ordre de 15 à 25%. « Cet abattoir est une belle aventure ! », assure-t-il. **Le MIN, les circuits courts, le Marché de Noël des producteurs... des outils de valorisation** Concernant le MIN qualifié de « Belle endormie » par S. Bousquet-Cassagne, la Chambre veut être partie prenante du nouveau projet pour « redonner vie » à ce site incontournable pour les producteurs. La Chambre est, du reste, en pourparlers avec le Conseil départemental et l'Agglomération d'Agen pour déterminer une suite à donner à cette activité. « Nous croyons en cet outil mais il est indispensable, aujourd'hui, de le repenser de fond en comble », assure ce dernier. La Chambre a souhaité également communiquer sur son implication dans le développement des circuits courts. Ainsi, des actions sont menées en direction des établissements scolaires afin de promouvoir les producteurs locaux par le biais de restaurateurs lot-et-garonnais. Autre action en partenariat avec les restaurateurs locaux, celle du Marché de Noël des Producteurs où le restaurateur Michel Dussau a eu l'occasion de promouvoir ses mets grâce à un repas. « Un véritable succès ! », assure le président de la Ch



« Des lacs de retenue d'eau acteurs de la biodiversité » Enfin, Serge Bousquet-Cassagne a conclu ce repas de presse par un « scoop » ! Ce dernier a décidé de convier Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire, sur une base d'ULM afin qu'« il vienne admirer notre beau paysage lot-et-garonnais jonché de lacs de retenue d'eau ». « Le gouvernement a fait des ouvertures concernant la création de lacs de réserve, explique Laurent Magot. Nous, en le conviant, nous souhaitons le mettre au pied du mur. Lui montrer que ces lacs sont acteurs de la biodiversité. Sans ces lacs il n'y a pas de flore ni de faune. Et nous souhaitons aussi obtenir des précisions sur le type de financements. » Préfecture, Département et Agglomérations ont été prévenus de cette invitation. Reste à savoir si le principal intéressé y répondra...



Sybille Rousse

Crédit Photo :

Publié sur aqui.fr le 04/10/20

[Url de cet art](#)